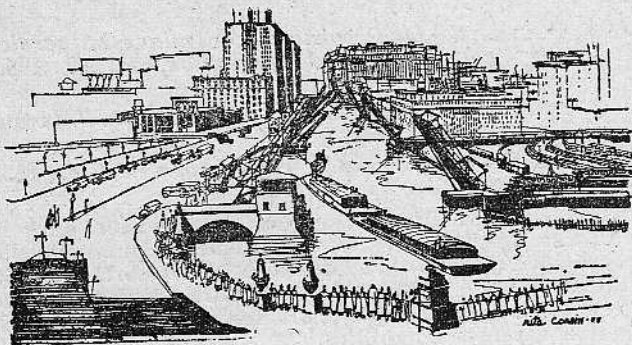




La notion de temps en économie.

Les économistes, et plus généralement les penseurs du XIX^e siècle, avaient oublié dans leurs théories deux dimensions fondamentales : l'espace et le temps. Ces dimensions, les économistes du XX^e siècle les réintroduisent fort heureusement. Aux Etats-Unis, mais aussi en France, tous ceux qui s'occupent d'aménagement du territoire sont de plus en plus sensibles au fait qu'il existe des lois spatiales et qu'il existe des localisations optimum : voilà pour l'espace.

Quant au temps, dès la fin du XIX^e siècle, les observateurs ont constaté que les lois naturelles et les équilibres étaient modifiés, soit par des mouvements de longue durée, soit par des crises de plus courte durée dont, un peu naïvement d'ailleurs, ils ont cherché à calculer la régularité, et qu'ils ont été parfois jusqu'à imputer au cycle des taches solaires. Déjà, on sent que la notion de rythme et d'évolution allait bousculer le caractère statique des premières études des économistes classiques.

Le facteur *temps* a acquis aujourd'hui une importance telle que nul ne peut plus comprendre les théories modernes sans y faire référence. Le vocabulaire utilisé couramment en est un signe ; donnons quelques exemples :

- décisions *ex ante* : mot utilisé par l'école suédoise en opposition avec *ex post*, et qui signifie que les décisions sont prises avant un phénomène donné ou avant même sa prise en considération ;

- propension moyenne à consommer : c'est le rapport existant à un moment donné entre le montant de la consommation et le montant du revenu d'un individu, d'un groupe d'individus ou d'une collectivité ;

- propension marginale à consommer : c'est la relation existant entre un accroissement de consommation et l'accroissement de revenu qui l'a provoqué ;

- l'efficacité marginale du capital (Keynes) : c'est la relation existant entre le rendement escompté de ce capital et son coût de remplacement.

Il en est de même des notions d'élasticité.

On voit ainsi à travers trois ou quatre définitions combien sont importantes les notions de « *dérivées* » ou d'accélération qui toutes introduisent le facteur temps et donnent à celui-ci une réelle densité. Mais il y a plus.

L'anticipation pour l'individu, l'entreprise ou l'état.

Non seulement le facteur temps est un instrument indispensable de la connaissance économique, mais encore les agents de la vie économique se situent eux-mêmes dans le temps et anticipent presque toujours. Plus notre civilisation se complique, plus les détours de production s'allongent, plus la sécurité individuelle du moment est assurée, plus les entreprises, l'individu ou l'Etat anticipent quand ils prennent une décision.

La prospective

L'individu

Pour un certain nombre de décisions, l'individu cherche à prévoir dès lors que son présent est assuré. Plus l'on s'élève d'ailleurs dans la hiérarchie sociale et l'échelle des revenus, plus cette prévision prend une place importante. A la limite, *certain ont pu définir le bourgeois comme un être qui, non seulement passe son temps à calculer, mais prévoit*. Contracter une assurance pour soi, sa maison ou sa voiture, c'est prévoir aussi bien que choisir son métier en fonction de sa retraite. Si les achats courants ne donnent lieu qu'à des prévisions très courtes, par contre certains investissements plus importants (réfrigérateur, voiture ou appartement) conduisent à une réelle anticipation portant sur cinq, dix ans, ou parfois plus. En même temps, inconsciemment ou consciemment, l'individu dégage la notion d'amortissement, c'est-à-dire de dépréciation annuelle du capital.

L'entreprise

Si la petite entreprise ne vit guère qu'en fonction de son carnet de commandes, c'est-à-dire dans le présent, la moyenne entreprise, et surtout la grosse entreprise, sont obligées pour leurs grandes décisions de se situer dans l'avenir à moyen et parfois à long terme. Leurs investissements doivent être prévus, deux, trois, parfois cinq, ou même dix ans à l'avance : c'est dire que leur production d'alors doit être adaptée à une demande tout à fait différente de celle qui existe au moment même où l'investissement est décidé. Le capitaliste du XIX^e siècle vivait dans le très court terme, le capitaliste du XX^e siècle (Renault ou E.D.F., par exemple) vit dans le moyen ou le long terme. Ceci au point que les évolutions ou révolutions politiques leur sont indifférentes par nécessité : ainsi, en 1956, Pétiney décide d'implanter à Fria-Sabende un énorme gisement d'extraction de bauxite : les décisions prises sont telles qu'aujourd'hui, après le non de la Guinée, les investissements ne peuvent que continuer, et une ville de 10.000 habitants va naître en pleine savane. Pétiney aurait-il voulu modifier ses décisions en fonction de la politique guinéenne qu'il l'aurait pu difficilement. Les phénomènes politiques, par nature difficilement prévisibles, ne peuvent être pris en compte par les entreprises qui doivent, par nécessité, prévoir.

Quant au court terme, il est dans les entreprises d'une certaine taille tellement prévu qu'il est même statistiquement évalué ; deux exemples :

- le budget d'E.D.F. varie selon les pluies et en fonction de celles-ci ; une abaque circulaire est collée sur les chiffres du budget, présentée en cercle comme sur un cadran de téléphone. Si la pluie augmente de 10 %, E.D.F. tourne le disque de l'abaque et connaît alors ses frais nouveaux (diminution de charbon, etc.) ;

- autre exemple : une grande entreprise comme General Motors, qui fabrique pourtant des réfrigérateurs (dont la vente est sensible aux variations de conjoncture de saison, et même de température) connaît trois ans à l'avance la situation de sa trésorerie !

L'Etat

Quant à l'Etat, il lui est peu à peu indispensable d'orienter son action en fonction des prévisions : il en est ainsi du budget, au caractère juridique de « document d'autorisation » l'Etat ajoute peu à peu l'autre caractère « instrument de prévision ». Peu à peu le budget perd d'ailleurs sa rigidité et devient, comme il l'est pour les établissements industriels et commerciaux, un état de prévisions. Les Services des Finances (M. Gruson et son équipe de 150 personnes) travaillent aux budgets prévisionnels, aux comptes « prospectifs » qui essaient de déterminer en fonction de quelques hypothèses les tendances globales de l'économie.

Il s'agit là du court terme ; quant au long terme, le Plan de Modernisation et d'Equipeement s'efforce de déterminer les grandes actions à mener pour les cinq ans qui viennent. La caractéristique du troisième plan (1957-1961) est précisément qu'il a été établi en fonction de calculs particulièrement rigoureux sur l'équilibre qui serait atteint en 1961 et même 1965.

Certaines grandes décisions de l'Etat sont maintenant établies en tenant compte du long terme : c'est en constatant la structure par âge de la population et son évolution jusqu'en 1970 que l'on a décidé d'appliquer en 1967 la prolongation de l'âge scolaire.

Individus, entreprises, Etat, sont donc contraints d'améliorer leurs prévisions. Or, l'important est que la prévision ne peut pas être exercée par un seul secteur car elle n'est pas limitée à ce seul secteur : elle est nécessairement nationale ou même internationale ; elle est globale et elle couvre non seulement l'économique mais aussi le social ; la recherche opérationnelle consiste précisément à intégrer ces divers facteurs après les avoir mesurés (même ceux qui sont difficiles à mesurer).

Prenons un exemple : une usine de chaussures veut prévoir sa production dans cinq ans pour installer des machines : elle devra bien sûr dans ce secteur connaître l'évolution des techniques, mais elle devra aussi calculer les besoins et la demande qui dans cinq ans s'exercera dans ce secteur ; est-il besoin de dire qu'elle est fonction du niveau de vie, de la propension à consommer et de la structure par âge et par catégorie socio-professionnelle de la population.

Autre exemple : si l'on veut définir une politique d'urbanisme en 1959, il faut prévoir ce que sera la vie urbaine dans quinze ou vingt ans, c'est-à-dire connaître la concentration urbaine ; le parc de voitures, le mode de vie et même l'évolution biologique des habitants. Fin 1958, une Commission de la Construction, ironiquement (mais pourquoi ?) baptisée « Commission de l'an 2000 », s'est penchée sur ces problèmes.

On comprend dès lors que devant les techniques compliquées de test-prévision (calcul de modèles, échanges inter-industriels) conjoncturées, les Centres de prévisions soient des points de rencontre entre entreprises, Etat et individus : tels étaient les cas de l'Institut de l'Université de Harvard, fondé en 1917, et du célèbre Institut für Konjunkturforschung de Berlin (1924).

Aujourd'hui, autour du Commissariat général au Plan, de l'Institut national de Statistiques et d'Etudes économiques (I.N.S.E.E.), du C.R.E.D.O.C. (Centre de Recherche sur la consommation), du S.E.E.F. (ou Service Gruson de la comptabilité nationale au Ministère des Finances), travaillent entreprises, particuliers et services publics.

La prospective ?

L'intérêt que l'on attache maintenant aux prévisions explique la publication d'ouvrages récents dont nous recommandons au passage la lecture à ceux qui voudraient approfondir un peu ces questions :

Jean FOURASTIÉ - *La Prévision économique au service de l'entreprise et de la nation.* - P.U.F., 1955, 600 F.

Jean FOURASTIÉ - *La Civilisation en 1975.* - P.U.F. (« Que sais-je ? », n° 279).

Alfred SAUVY - *La Prévision économique.* - P.U.F., 1958 (« Que sais-je ? », n° 112).

divers ouvrages plus techniques (la prévision dans le domaine de l'énergie), et précisément cette nouvelle revue : « Prospective », dont le n° 1 est sorti fin 1958 (P.U.F., 450 F), publication du Centre international de Prospective, qui compte dans son Conseil d'administration diverses notabilités.

La diversité des professions et des centres d'intérêt de ces personnes montre précisément combien la prospective intéresse les secteurs les plus divers. Mais qu'est-ce que la « prospective » ?

Dans son introduction, Gaston Berger nous la définit, non comme une science, mais une attitude qui « ne prétend pas nous donner le moyen de supprimer tous les risques et de donner à nos actions une structure parfaitement rationnelle : elle se contente de nous inviter à des actes aussi raisonnables que possible - vivre est toujours un pari ; écartons du moins les paris absurdes. Envisageons les conséquences de nos actes et voyons comment elles se relient à ce qui se passe dans tous les autres domaines. Appliquons-nous à prendre partout des vues d'ensemble car les vérités fragmentaires sont parfois aussi nocives que les erreurs et faisons de nos plans des instruments maniables que nous puissions adapter aux circonstances, et non des règles immuables qui ne feraient qu'alourdir notre servitude ».

Prospective, planification et politique.

Nous l'avons vu à diverses reprises, planification et prévision sont intimement liées : en définitive, et ceci a été très bien mis en valeur par P. Bauchet dans un article d'*Esprit* (déc. 1957) : « Le capitalisme planifié », le régime politique ou le système économique ont moins d'importance que la façon à laquelle il est répondu à cette confrontation.

« L'essence de la planification n'est, ni l'autoritarisme, ni la centralisation, comme la planification russe pourrait le faire croire : c'est la volonté d'orienter l'économie en fonction du progrès prévu ; c'est une prévision collective sanctionnée par l'autorité publique. Si prévision et planification sont les signes d'un changement de l'économie, il faut donc examiner avec soin les causes de leur adoption par les dirigeants français : on découvrira en même temps la clef de ce changement qui n'est pas dû seulement à la transformation des comportements, mais plus profondément à celles des techniques ; les usines nouvelles commencées aujourd'hui ne produiront qu'en 1963.

« Que des décisions prises en fonction de prévisions toujours plus lointaines comprennent une part d'aléa (guerres, conjoncture, phénomènes politiques), nul ne le conteste, mais la technique les impose. »

Peut-être cette indifférence aux systèmes politiques est-elle excessive : en tout état de cause, la prospective ou la prévision ne consiste pas seulement, comme trop d'économistes le font, à extrapoler, c'est-à-dire à continuer les tendances actuelles, mais elle laisse l'homme libre d'imposer une éthique et une politique. Retenons du moins l'idée qu'existe un phénomène général : le degré de planification n'est pas toujours comme on le croit fonction d'un régime politique, mais il est aussi fonction des techniques et du degré de complication d'une civilisation ; son efficacité est liée à celle de la prospective.

FRANCIS HOUDET.